

AFAR TIMES

La revue du Monde Afar

CORRIDOR TADJOURAH – BALHO

Une route meurtrière

ERYTHREE

L'EANC mobilise les forces

ETATS-UNIS

Focus sur l'American Afar Diaspora

DJIBOUTI

Les origines de la dictature

EGYPTE – SOMALIE

**Une coopération militaire
sous haute tension**

HISTOIRE

Le Sultanat de l'Adal

UNE DIPLOMATIE EN BERNE

L'ÉDITO

Pourquoi lancer un média écrit axé sur le monde Afar ?

Vous tenez dans vos mains, ou plus probablement sur vos écrans, le deuxième exemplaire d'un journal écrit qui traitera à intervalle régulier des faits, des idées et des témoignages toujours vérifiés provenant du monde Afar, un des peuples fondateurs des pays de la Corne d'Afrique. Pourquoi avons-nous décidé de lancer un média écrit axé sur la problématique de la communauté Afar ? Voici plusieurs raisons clés :

Visibilité et représentation : La communauté Afar est souvent marginalisée et peu représentée dans les médias traditionnels, tant au niveau national qu'international. Un média dédié peut donner une voix aux Afars, permettant de faire entendre leurs préoccupations, leurs aspirations et leurs luttes, tout en présentant une image plus nuancée et authentique de leur culture et de leur identité.

Préservation et promotion culturelle : Les Afars possèdent une riche histoire, une langue unique et des traditions ancestrales qui risquent de disparaître sous la pression de la modernité et des conflits. Un média écrit peut jouer un rôle crucial dans la documentation et la promotion de ce patrimoine, en publiant des articles, des reportages et des récits qui célèbrent et transmettent ces aspects aux générations futures.

Éducation et sensibilisation : Un média axé sur les questions Afars peut éduquer non seulement la communauté elle-même, mais aussi le grand public sur les défis spécifiques auxquels les Afars sont confrontés, tels que les conflits territoriaux, la marginalisation politique, et les changements climatiques qui affectent leur mode de vie pastoral. Cela peut sensibiliser à l'importance de soutenir cette communauté dans ses luttes pour la survie et la reconnaissance.

Plaidoyer et influence politique : En fournissant une plateforme pour des analyses politiques, des témoignages et des rapports sur les droits de l'homme, un média écrit peut devenir un outil puissant de plaidoyer. Il peut attirer l'attention des décideurs, des organisations internationales et des ONG sur les besoins urgents des Afars, et contribuer à façonner les politiques qui affectent leur vie.

Réseau et solidarité : Un média écrit peut également servir de lien entre les différents segments de la diaspora Afar et les communautés vivant dans des régions dispersées d'Éthiopie, d'Érythrée et de Djibouti. En partageant des histoires et des expériences communes, il peut renforcer la solidarité et l'unité au sein de la communauté, tout en facilitant les échanges et la collaboration entre les Afars du monde entier.

Contre-discours face aux stéréotypes : Les Afars, comme beaucoup de minorités, sont souvent victimes de stéréotypes négatifs ou de désinformation. Un média écrit géré par et pour la communauté peut corriger ces perceptions en offrant un contre-discours basé sur des faits, une narration authentique et une analyse objective.

En somme, un média écrit axé sur la communauté Afar n'est pas seulement un projet médiatique, mais un acte de résistance culturelle, de solidarité communautaire et de revendication politique. Il contribue à la protection des droits, à la préservation de l'identité et à la promotion de la dignité d'un peuple souvent oublié. Il est donc ouvert à toutes les contributions qui entrent dans cette ligne directrice.

Contactez-nous ou envoyez vos contributions à
afar.times@outlook.com.

Djibouti à la tête de la Commission Africaine ?

En août 2024, Djibouti a officiellement annoncé la candidature de Mahmoud Ali Youssouf, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, pour la présidence de la Commission de l'Union Africaine. Ce diplomate chevronné, en poste depuis plus de deux décennies, espère succéder à Moussa Faki, en février 2025 et devra obtenir le soutien d'au moins deux tiers des États membres. Parmi les candidats, seuls ceux de la région Est-Africaine sont en lice, conformément au principe de rotation interrégionale. Des figures de renom : le vétéran politique kenyan Raila Odinga, considéré comme le favori, ainsi que deux anciens ministres des Affaires étrangères, Anil Kumarsingh Gayan de Maurice et Richard Randriamandrato de Madagascar.

Un parcours marqué par la loyauté et la controverse

Né le 2 Septembre 1965 à Djibouti, Mahmoud Ali Youssouf, surnommé MAY, a poursuivi des études supérieures en France, où il décroche une maîtrise en Langues Étrangères Appliquées (LEA) à l'université de Lyon 2, avant de débiter une carrière diplomatique en 1992. En mai 2001, il est nommé ministre délégué chargé de la coopération internationale auprès du ministre des affaires étrangères puis à partir de 2005, il devient ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale, un poste qu'il occupe encore aujourd'hui.

MAY est un proche collaborateur du président Ismael Omar Guelleh (IOG), dont il est le plus ancien ministre. Il a su se rendre indispensable auprès d'un président autoritaire passionné du nationalisme clanique et en hostilité permanente contre l'ethnie Afar de par et d'autres la frontière.

Porte voix d'un régime souvent critiqué pour des violations des droits de l'homme, la candidature de MAY soulève des questions concernant ses principes de gouvernance et ses objectifs pour l'Union africaine, surtout dans un contexte où la promotion de la démocratie et des droits de l'homme reste une priorité pour l'organisation continentale.

“ Djibouti est un pays somali et nous sommes tous des Somalis ”

Mahmoud Ali Youssouf, en Décembre 2022

En dehors du pouvoir qu'il représente, la personnalité de MAY ne fait pas bonne mine au niveau nationale et à souvent suscité la controverse au sein de l'ethnie Afar, souvent marginaliser et discriminer sous le régime de Guelleh. En 2015, suite à un différend foncier, il n'hésitera pas à faire emprisonner feu le vizir Chehem Ahmed, figure emblématique du pouvoir coutumier Afar. Une première dans l'histoire de la nation djiboutienne qui gardera une image péjorative d'un personnage déterminé à servir ses intérêts, même au détriment de sa propre communauté. Des faits appréciés qui expliquent notamment sa fulgurante ascension dans le cercle très restreint de l'entourage Guelleh. En effet, malgré la modeste dotation budgétaire de son ministère, Mahmoud Ali Youssouf est aujourd'hui l'un des hommes les plus riches de Djibouti. Sa proximité avec IOG lui aurait permis de bénéficier d'un système de rétribution opaque, percevant des commissions sur chaque don ou prêt financier impliquant son ministère.



Mahmoud Ali Youssouf candidat de Djibouti à la Commission de l'Union Africaine

Une diplomatie en berne

La diplomatie djiboutienne a rencontré plusieurs échecs notables ces dernières années, qui ont mis en lumière les défis auxquels le pays est confronté sur la scène internationale.

■ **Échec à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU :** En 2020, Djibouti a perdu une élection clé contre le Kenya pour un siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. Malgré le soutien de plusieurs États africains, Djibouti n'a pas réussi à obtenir les deux tiers nécessaires des votes de l'Assemblée générale des Nations Unies. Un échec interprété comme un signe de la faiblesse relative de la diplomatie djiboutienne face à celle de ses voisins.

■ **Conflit avec l'Érythrée :** Le long conflit frontalier avec l'Érythrée a été un autre revers pour la diplomatie djiboutienne. Bien que des accords de paix aient été signés sous l'égide de l'Union africaine et des Nations Unies, les tensions persistent, et Djibouti n'a pas réussi à obtenir une résolution définitive et pleinement satisfaisante de ce différend territorial, ce qui continue d'affecter la stabilité régionale.

■ **Une position de paria régional :** L'implication de Djibouti dans les problématiques somaliennes a souvent été perçue comme une tentative d'influence indue et d'ingérences déclenchant des réponses hostiles de la part de la Somalie. Djibouti s'est également fait remarquer amèrement dans les affaires éthiopiennes notamment son soutien assumée envers la junte TPLF ou encore son protagonisme flagrant dans le conflit entre les régions Afars et Somalis d'Éthiopie n'a fait que déprécier les relations hautement étroites entre l'Éthiopie et Djibouti. Une réprobation partagée par le président ougandais Museveni qui a publiquement rejeté la candidature de Djibouti de façon inhabile et sans ménagement le 21 août dernier.

Après 47 d'un pouvoir totalitaire aux élans claniques, les aspirations de Djibouti à briguer un mandat au sein de l'Union Africaine semblent peu crédibles d'autant plus que sa marginalisation régionale limite considérablement le nombre de soutien exigé. Mais Djibouti a l'expérience des échecs, le naufrage économique et social qui la fragilise ne l'inquiète pas plus qu'une supposé déroute diplomatique, tant que l'on parle d'elle. Après tout, n'est ce pas là l'objectif principal ?

La nouvelle proposition de Djibouti à l'Éthiopie : Un enjeu stratégique sous haute tension

Le 30 août 2024, le ministre des Affaires étrangères de Djibouti, Mahmoud Ali Youssouf, a une nouvelle fois fait parler de lui sur la scène régionale en accordant une interview à la BBC. Lors de cet échange, il a annoncé une proposition majeure : offrir à l'Éthiopie la gestion à 100 % du port de Tadjourah, situé dans le nord de Djibouti. Cette déclaration a immédiatement déclenché une vague de réactions et d'interprétations diverses, aussi bien à Djibouti qu'à l'international.

Une ouverture stratégique pour l'Éthiopie

Dans son interview, Mahmoud Ali Youssouf a précisé que le port de Tadjourah, déjà relié à un nouveau corridor routier, se trouve à seulement 100 kilomètres de la frontière éthiopienne. "L'accès à la mer pour l'Éthiopie ne posera donc pas de problème", a-t-il affirmé. Ce geste, en apparence généreux, s'inscrit dans la lignée des efforts du président djiboutien Ismaël Omar Guelleh pour apaiser les tensions dans la région. Djibouti, déjà principal fournisseur d'accès maritime pour l'Éthiopie, semble vouloir renforcer cette relation en cédant un de ses ports à son voisin enclavé.

Un double discours ?

Cette initiative, cependant, soulève des interrogations sur les véritables motivations de Djibouti. Mahmoud Ali Youssouf a justifié cette offre en la présentant comme une contribution à la paix régionale, rappelant que Djibouti a déjà proposé d'aider à faciliter le dialogue entre la Somalie et l'Éthiopie pour mettre fin à l'escalade des tensions. Pourtant, cette posture altruiste contraste avec la ferme opposition de Djibouti à l'idée que le Somaliland cède un port et un corridor routier à l'Éthiopie. Une telle contradiction amène à se demander si cette offre ne cache pas des enjeux financiers bien plus importants.

Des intérêts économiques en jeu

Derrière cette proposition, se dessine en effet une réalité économique cruciale pour Djibouti. L'Éthiopie, qui a diversifié ses accès portuaires en investissant dans d'autres infrastructures régionales, notamment à Berbera au Somaliland et à Port Soudan, semble vouloir réduire sa dépendance au port de Djibouti. Ce scénario est perçu comme une menace par le gouvernement djiboutien, qui tire des revenus substantiels des transactions commerciales avec l'Éthiopie – estimés à plus de 2 milliards de dollars par an. La cession du port de Tadjourah apparaît ainsi comme une tentative désespérée de maintenir cette manne financière et d'empêcher l'Éthiopie de se tourner vers d'autres options.

Réactions mitigées en Éthiopie

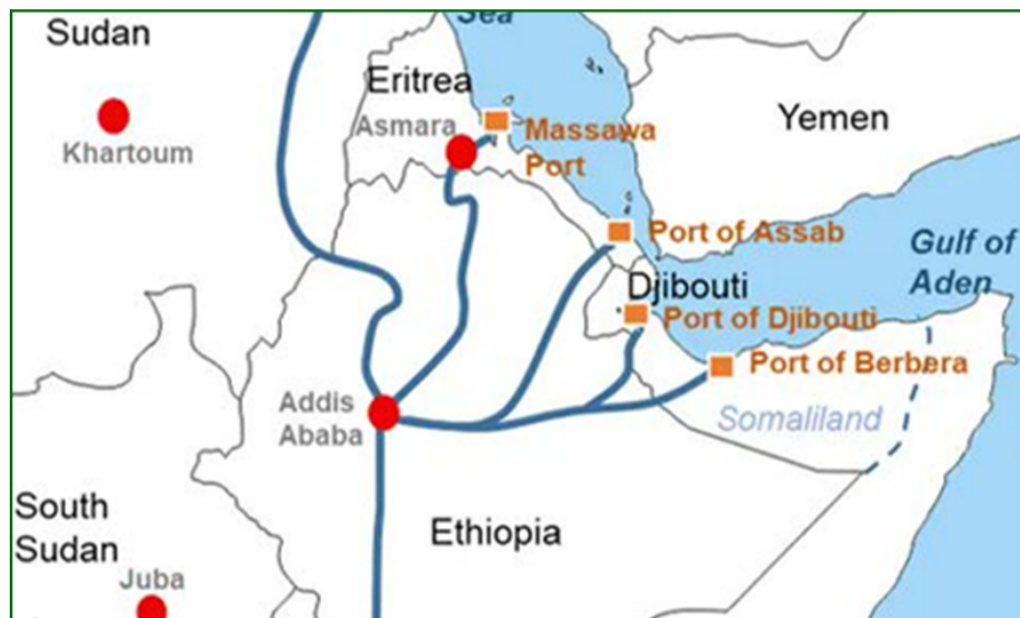
Reste à savoir comment l'Éthiopie accueillera cette offre. Les premiers retours en provenance d'Addis-Abeba ne sont pas entièrement positifs. L'Éthiopie ne cherche pas seulement un accès au port, mais un accès maritime sécurisé et durable, conforme aux accords signés avec le Somaliland. Ces accords, notamment un *Memorandum of Understanding* (MoU) avec Hargeisa, prévoient non seulement un corridor maritime de 20 kilomètres, mais aussi la construction d'une marine pour protéger les intérêts commerciaux éthiopiens en haute mer – une demande que Djibouti a jusqu'ici refusée.

Pour l'Éthiopie, l'enjeu dépasse donc la simple gestion d'un port. Il s'agit de sa sécurité nationale, qu'elle entend renforcer par la création d'une marine et d'une armée puissantes. La proposition djiboutienne, bien qu'intéressante sur le plan économique, pourrait ne pas répondre à ces ambitions stratégiques, laissant planer le doute sur la possibilité d'un accord entre les deux pays.

Une initiative sous le signe de l'incertitude

La proposition de Djibouti de céder le port de Tadjourah à l'Éthiopie s'inscrit dans un contexte régional complexe, où les enjeux économiques et sécuritaires sont étroitement liés. Si cette offre pourrait renforcer les liens entre les deux nations, elle soulève également des questions sur la souveraineté de Djibouti et la capacité de l'Éthiopie à obtenir les garanties de sécurité qu'elle recherche. Les prochains mois seront décisifs pour déterminer si cette initiative aboutira à un accord mutuellement bénéfique ou si elle restera une simple déclaration d'intention, sans suite concrète.

M.C ■



DJIBOUTI

La République de Djibouti : les origines de la dictature ?

Si nous voulons combattre et détruire la dictature djiboutienne, il est important de déterminer les leviers sur lesquels agir, les ressources à mobiliser et identifier son maillon faible. Ce régime qui semble renaître, comme le mythique oiseau de légende, de ses cendres, doit avoir un point faible.

Quelle est la nature exacte de ce régime que nous qualifions de dictature ? De quand date-il ? De l'indépendance, le 27 juin 1977 ? ou faut-il remonter plus haute dans l'histoire ? Tout le mal procède-t-il de la politique coloniale ? Le principe de « diviser pour régner » a-t-il suffi pour cristalliser le conflit entre Afar et Issa, les deux communautés qui prétendent avoir l'exclusivité de diriger la République de Djibouti ?

Des noms fantaisistes aux lourdes conséquences

Anciennement Territoires d'Obock et Dépendances (1884-1887), Côte française des Somalis (1887-1967), puis Territoire français des Afars et des Issas (TFAI en 1967), Djibouti est véritablement, dans toutes ses dimensions, une création coloniale. Il peine à s'affranchir de l'héritage colonial. Ces dénominations fantaisistes ainsi que l'identité revendiquée par certains citoyens résultent d'un processus d'aliénation profonde. Et les conséquences de cette aliénation se font sentir aujourd'hui encore dans la vie de nos concitoyens. La guerre civile de 1991-1994, faute de dialogues entre belligérants, en a été une traduction éloquente.

D'emblée, il convient de ne pas chercher le mal qui ronge la République de Djibouti du côté des Arabes, des Gadaboursis et des Issak. Ayant contribué à l'origine à la construction de premières infrastructures du pays, ces communautés ont vu leur place s'amincir à partir de 1950, du moins sur le plan politique. Le peuplement du territoire « utile » – il faut entendre par-là le chef-lieu – et sa gestion administrative reposèrent durant des décennies (1884-1950) sur cette main d'œuvre étrangère. Aussi les premiers habitants de Djibouti-ville furent-ils d'origine somalilandaise, éthiopienne et yéménite. Leur prépondérance démographique, politique et économique d'antan est tombée dans les limbes de notre mémoire. Aujourd'hui, la dictature en place leur dénie même la citoyenneté djiboutienne !

Avant la colonisation française

Il faut rappeler qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, avant la création du chef lieu, Djibouti, et le tracé des frontières avec les territoires voisins (Ethiopie, Somaliland anglais et Erythrée italienne), l'ensemble du territoire connu sous le nom de la République de Djibouti **était habité exclusivement par les Afar.**

En 1896, la puissance coloniale décréta d'une manière arbitraire que le territoire allait s'appeler « **Côte française des Somalis** ». Une appellation sans aucun lien avec la population locale, mais relevant d'une logique de puissance impériale. Aux yeux de ses paires, la France voulait, elle-aussi, posséder sa propre « Somalie », faisant pendant à la « Somalie » italienne et à la « Somalie » anglaise.

Ce fut ainsi que, progressivement, un territoire habité exclusivement par l'ethnie Afar devint aux yeux du monde un pays Somali ! Bien entendu, l'appellation théorique ne suffisait pas, il a fallu faire violence à la réalité afin qu'elle corresponde à la théorie. Alors, entre 1896 et 1935, débutèrent des opérations de pacification des nomades Afar. A leur place, des Somali-Issa en provenance de l'Ethiopie et du Somaliland furent installés dans la province d'Ali-Sabieh actuelle. Pour justifier sa politique de violence, l'administration coloniale prétendait que les Afar représentaient une menace chronique pour le chemin de fer reliant Djibouti à Addis-Abeba (1897-1917). Les violences Vers 1930, l'écrivain Henri de Monfreid ironisait sur l'inadéquation du nom donné au territoire, en déclarant : « *La Côte des Somalis, ainsi nommée parce qu'il n'y a pas de Somalis* ».

Les forces qui alimentent la dictature : qui est notre véritable ennemi ?

Qui est notre véritable ennemi à Djibouti ? Au-delà des élites issas, les réflexes identitaires propres aux tribus somaliennes alimentent-ils, d'une manière délirante et clinique, le conflit de pouvoirs avec les Afars ? En effet, à partir 1950, avec la bénédiction de l'administration territoriale, les élus Issa revendiquèrent une identité irréductible à l'ensemble somali. Depuis, cette revendication est devenue de plus en plus pressante, de plus en plus radicale. (Nous y reviendrons). Ce qui rendrait tout dialogue impossible.

Ou bien, l'omniprésence de la France, par le biais de sa base militaire et la Françafrique, explique-t-elle la longévité de la dictature ? Tout le mal procéderait de la politique coloniale française encore en vigueur dans notre pays. Les élites issa n'en seraient que des exécutants alimentaires.

La discrimination qui vise la communauté afare est-elle imputable exclusivement au tribalisme Issa, incarné par une poignée de personnes (Hassan Gouled, Ismaël Omar Guelleh et le clan Mamasan) ? Les élus et élites afars contribuent-ils, d'une manière ou d'une autre, à renforcer la dictature en place ?

Idriss Qadniito ■

Axe Tadjourah-Balho : Une route assassine

L'axe routier reliant Tadjourah à Balho, essentiel pour la circulation entre Djibouti et l'Éthiopie, est tristement réputé comme la route la plus dangereuse du pays. Ce corridor, censé favoriser le développement régional, s'est transformé en une voie funeste, marquée par des accidents tragiques et souvent mortels. Un sombre paradoxe pour cette route qui, au lieu de stimuler la croissance économique, sème la douleur et le deuil au sein de nombreuses familles.

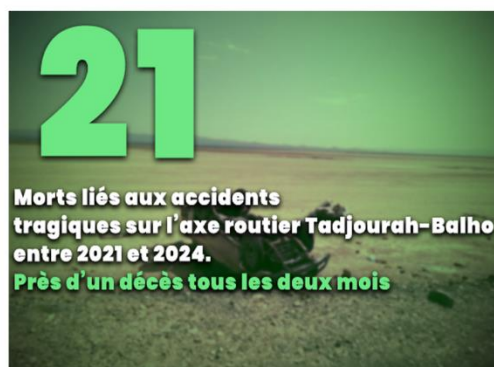
Une route stratégique mais périlleuse

L'axe Tadjourah-Balho revêt une importance stratégique pour l'économie locale et régionale, en étant l'un des principaux accès à l'Éthiopie, un pays enclavé qui dépend largement des ports djiboutiens. Depuis l'ouverture du port de Tadjourah, le trafic sur cette route s'est intensifié, accueillant un flux constant de camions, bus et véhicules légers. Pourtant, malgré cette importance cruciale, la sécurité de cette route laisse à désirer.

Ses tronçons étroits et sinueux, ses pentes abruptes non protégées, et ses reliefs escarpés aggravés par des conditions météorologiques extrêmes – chaleur étouffante et vents de sable – constituent autant de dangers pour les usagers.



À cela s'ajoutent l'excès de vitesse, l'inexpérience de certains conducteurs, et des véhicules non homologués qui augmentent considérablement les risques de drames.



Ce corridor de 112 kilomètres, financé par un fonds koweïtien à hauteur de 156 millions de dollars, a enregistré son premier accident mortel déjà peu avant son inauguration en novembre 2019. Ce tragique incident n'était que le prélude à une série d'accidents qui, entre 2021 et 2024, a coûté la vie à près de vingt personnes, soit presque un décès tous les deux mois. Une hécatombe qui aurait pu être évitée si des mesures adéquates avaient été prises.

L'urgence d'agir

Le silence des autorités, à la fois régionales et nationales, face à cette situation est aussi incompréhensible qu'inquiétant. Malgré les appels répétés à l'amélioration de la sécurité sur cet axe vital, aucune action concrète n'a été entreprise. Cette indifférence ne fait qu'accroître le sentiment d'abandon parmi les populations locales, qui demandent des mesures urgentes pour sécuriser cette route.

Il est impératif que les autorités prennent des mesures pour renforcer les contrôles, moderniser les infrastructures, et appliquer les réglementations routières avec rigueur. La sécurité des usagers de la route doit devenir une priorité absolue, car il en va de la vie de nombreux conducteurs et passagers, ainsi que du développement économique de toute la région.

DATE	LIEU	DECÈS	BLESSÉS
21/10/2019	Bolli	2	Plusieurs blessés
29/05/2021	Dora	-	Plusieurs blessés
12/09/2021	Balho	2	Plusieurs blessés
05/11/2021	Balho	1	
30/07/2022	As-Dora	3	Plusieurs blessés (dont 2 grièvement)
04/09/2022	Balho	2	
24/03/2023	Balho	2	Plusieurs blessés
24/05/2023	Balho	2	Plusieurs blessés
24/08/2023	Doda (Axe Dora-Malaho)	2	5
25/05/2024	Balho	4	
13/06/2024	Bolli	-	Dégâts matériels
12/08/2024	Bolli	1	

DJIBOUTI

Le réseau d'assainissement de Djibouti, une calamité

La ville de Djibouti, capitale d'un pays aux ressources modestes mais stratégiquement situé, se trouve engluée dans une crise chronique en matière d'assainissement. Malgré les financements considérables injectés par la communauté internationale, les infrastructures d'assainissement restent désespérément sous-développées. En cause, une corruption omniprésente et une gouvernance défailante qui gangrènent les institutions publiques et compromettent gravement le bien-être des citoyens.

Des défis environnementaux exacerbés par l'inefficacité structurelle

Le climat aride de Djibouti, caractérisé par des précipitations annuelles inférieures à 200 mm, impose des défis environnementaux singuliers. Pourtant, paradoxalement, les rares averses transforment régulièrement la capitale en un véritable marécage, révélant un réseau d'évacuation des eaux pluviales obsolète, hérité de l'époque coloniale. Ce problème aurait dû être résolu grâce au dernier né des projets d'assainissement du pays, lancé en juin 2019 et cofinancé à hauteur de 47,5 millions d'euros par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne. Ce projet, destiné à s'étendre jusqu'en 2027, incluait une subvention supplémentaire de 12 millions d'euros accordée en 2021, portant le financement total à 11,5 milliards de francs djiboutiens. Cependant, cinq ans après son lancement, le projet est encore dans sa phase embryonnaire. L'Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti (ONEAD), responsable de sa mise en œuvre, cultive un flou inquiétant autour de l'avancement des travaux. Ce manque de transparence alimente les suspicions d'un détournement massif des fonds alloués, symptôme d'une corruption profondément enracinée.

Gouvernance défailante et corruption institutionnalisée

À Djibouti, la gestion des fonds publics est régulièrement entachée par des scandales de corruption et de mauvaise gestion. Les projets d'assainissement, pourtant essentiels pour la santé publique, sont souvent les premières victimes de ce mal endémique. Les financements généreusement octroyés par des bailleurs internationaux tels que la Banque Mondiale et l'Union Européenne se retrouvent dilapidés, détournés par des responsables publics et des entrepreneurs peu scrupuleux. Le manque de mécanismes de contrôle et de transparence facilite ce pillage systématique. Les projets annoncés en grande pompe restent souvent à l'état de promesse, tandis que les rares travaux réalisés sont souvent de qualité médiocre, en décalage flagrant avec les montants investis. Les infrastructures, vitales pour une population en proie à des conditions de vie précaires, demeurent inachevées ou dysfonctionnelles, exacerbant une insalubrité qui fait le lit des maladies hydriques.

Les conséquences dramatiques pour la population

Cette gestion calamiteuse a des répercussions sévères, en particulier dans les quartiers défavorisés de Djibouti-ville, où les infrastructures sont quasi inexistantes. L'inefficacité du réseau d'assainissement laisse stagner les eaux usées, transformant certaines zones en foyers d'infections telles que la malaria, le choléra et la dysenterie. Les inondations périodiques, dues à un drainage défectueux, détruisent régulièrement les maigres biens des habitants, aggravant leur vulnérabilité.



Convention de financement du projet AFD - Octobre 2022

Un cercle vicieux sans issue apparente

La corruption à Djibouti est profondément enracinée, nourrie par des liens incestueux entre le pouvoir politique et les élites économiques. Les rares tentatives de réforme sont systématiquement torpillées par ceux qui profitent de ce statu quo, tandis que les pressions internationales restent trop timorées pour provoquer un changement. Les bailleurs de fonds, bien que conscients de l'ampleur du problème, hésitent à suspendre leur aide, de peur de déstabiliser encore davantage un pays déjà fragile. Ainsi, l'argent continue de couler, non pas pour améliorer les conditions de vie des Djiboutiens, mais pour alimenter les poches d'une élite insensible aux souffrances de la population. Le réseau d'assainissement de Djibouti incarne tristement cette réalité, où les promesses de développement se heurtent à l'inertie corruptrice d'un système en pleine décomposition.

Illalta ■



Centre-ville de Djibouti en période de pluie

American Afar Diaspora : Une communauté qui s'organise et se célèbre

La Diaspora Afar des États-Unis a franchi une étape majeure en structurant son organisation et en créant un événement annuel dédié à la célébration de son identité. Avec le lancement du « American Afar Day » et la création de l'American Afar Diaspora (AAD), la communauté afar d'outre-Atlantique affirme sa présence et sa volonté de faire rayonner sa culture dans un pays où elle était jusqu'ici largement invisible.



Afar Day : Un événement rassembleur et culturel

La première édition de l'Afar Day s'est tenue les 14 et 15 août 2021 à Harrisburg, en Pennsylvanie, marquant le début d'une tradition désormais ancrée. Ce jour de célébration est né d'un constat simple : la diaspora afar est l'une des plus récentes aux États-Unis et, par conséquent, peu connue du public américain. Pour remédier à cette invisibilité, la communauté a choisi de mettre en lumière sa riche culture, ses traditions, ses danses et son folklore. Cet événement se veut une vitrine pour le peuple afar, tout en offrant un espace de rassemblement et de renforcement des liens entre ses membres.

Les éditions suivantes, à Columbus (Ohio), Minneapolis (Minnesota) et récemment à Seattle (Washington), ont confirmé l'importance de cet événement. L'Afar Day est devenu un rendez-vous incontournable, non seulement pour les Afars vivant aux États-Unis, mais aussi

pour ceux venus d'Éthiopie, de Djibouti et d'Érythrée.

American Afar Diaspora : Une organisation pour unifier et représenter

Parallèlement à l'Afar Day, la nécessité de structurer la diaspora afar aux États-Unis a conduit à la création de l'American Afar Diaspora (AAD). Cette organisation vise à unir tous les Afars résidant aux États-Unis sous une même bannière, tout en promouvant leur intégration et leur citoyenneté américaine. Le nom, choisi après un vote électronique, reflète cette double identité : "American" pour marquer leur appartenance au pays d'accueil, et "Diaspora" pour inclure tous les Afars, qu'ils soient membres ou non de l'organisation.

L'AAD est dirigée par un comité exécutif de sept membres élus lors d'un scrutin électronique transparent, tenu le 1er octobre 2022. Said Bori a été élu président, avec un exécutif innovant où trois des sept postes sont réservés à des femmes, dont Safia Khalil à la vice-présidence, Miyo Abas comme trésorière, et Zeinab Omer en tant qu'auditrice-coordinatrice. Les autres membres du comité sont Dr Houmed Garad au poste de secrétaire Adjoint, Moussa Hadi Ali trésorier adjoint et Mohamed-Amin Ahmed, secrétaire général de l'AAD.



Ce comité s'engage à porter la voix de la communauté afar aux États-Unis et à promouvoir son rayonnement culturel et social.

Un avenir prometteur pour la diaspora afar

L'American Afar Diaspora et l'Afar Day témoignent de l'engagement des Afars à s'organiser et à célébrer leur identité dans un contexte où la diversité est une richesse. Ces initiatives renforcent non seulement la visibilité de la communauté, mais posent aussi les bases d'une solidarité durable et d'une influence grandissante aux États-Unis. Alors que la diaspora afar continue de croître, ces actions illustrent parfaitement la force d'une communauté unie par un héritage commun, déterminée à se faire entendre et à prospérer dans son pays d'adoption.

(suite p.7)



La Genèse de l'American Afar Diaspora

Tout a commencé en août 2021, lors d'une fête organisée à Harrisburg, en Pennsylvanie: Afar Day/Qafar Ayro. Ce jour-là, tous les participants étaient joyeux. La veille, un mariage avait eu lieu le vendredi soir, suivi de la célébration de l'Afar Day. La joie des retrouvailles a pris le dessus sur l'organisation formelle de la journée elle-même (cf. article sur l'Afar Day).

Les personnes qui avaient eu l'audace de rassembler la communauté pour cette journée Afar, également appelée Qafar Ayro, se sont alors posées la question : "Devons-nous nous arrêter en si bon chemin ? Pourquoi ne pas continuer à travailler ensemble ? Pourquoi se limiter à une seule journée par an ?" Tout comme il nous a semblé bon de créer une journée célébrant notre peuple, nous avons aussi ressenti le besoin essentiel de nous organiser davantage autour de l'American Afar Diaspora (AAD).

C'est ainsi que l'idée de ce qui deviendra l'American Afar Diaspora a vu le jour. Ce nom a été officiellement adopté bien plus tard, le 19 mars 2022. Pour rappeler le contexte, à cette date, l'Éthiopie est en guerre depuis novembre 2020, et les Afars subissent particulièrement l'assaut sur deux fronts, au Nord et au Sud. Entre août 2021 et mars 2022, avant même de choisir ce nom, le premier acte fondateur fut la participation à une manifestation aux côtés des Éthiopiens, d'abord contre la guerre, puis contre le déni du régime éthiopien que la guerre se déroulait sur le territoire afar du Nord, dans la région de Kilbati Rasu (Zone 2). Cette manifestation s'est déroulée le 17 février 2022 (aux côtés des autres Éthiopiens contre la guerre devant le département d'État), et le 18 février 2022 devant l'ambassade éthiopienne. Avant cela, en décembre 2021, les fonds collectés ont été acheminés vers les régions Afars d'Éthiopie.

Juste après cette manifestation, nous nous sommes réunis pour formaliser l'organisation. Nous avons alors dressé la liste de tous les noms possibles et procédé au choix définitif du nom.



Revenir d'abord sur le choix du nom "American Afar Diaspora" est essentiel pour comprendre notre démarche. Nous sommes des Afar qui vivent aux USA. Comme organisation, nous ambitionnons également d'encourager nos membres à devenir citoyens américains, ce qui fait d'eux des "American Afar". Quant au mot "Diaspora", il s'est imposé à nous dans notre souci d'accueillir tous les Afar dans ce pays. Une appellation comme "Organisation" ou "Association" était possible, mais le mot "Diaspora", pouvant faire référence à tous les Afar sans exception et pas seulement à nos membres, a finalement été retenu. Pour tout vous dire, "Diaspora" était mon choix. Je n'ai pas gardé ce choix pour moi, mais j'ai essayé de convaincre nos membres que ce mot était plus représentatif de notre vision que des termes comme "Organisation" ou "Association". Pour trancher, nous avons organisé un vote électronique où chaque membre avait le choix entre plusieurs noms pour notre organisation. La majorité a opté pour "American Afar Diaspora".

Nous avons ensuite continué à élaborer les statuts, tout en gardant toujours à l'esprit notre double identité : Afar et Américain. Toute la magie réside dans cette formule, car nos aïeux ont toujours rêvé de vivre sous un seul drapeau.

Nous, Afar-Américains, Américains-Afar, venus de trois pays différents, Djibouti, Érythrée et Éthiopie, avons accompli ce rêve : notre drapeau, c'est la bannière étoilée.

Le premier président, Hashim Khalil, a dirigé tout ce travail. L'acte révolutionnaire de ce nouveau statut sera la place réservée à la gent féminine dans le leadership, ainsi que la mise en place d'un exécutif élu au suffrage universel. La première élection a eu lieu en octobre 2022, de manière électronique. Said Bori a été choisi comme président pour un mandat de deux ans, avec six autres personnes. Ensuite, la première action entreprise a été de venir en aide aux réfugiés Afars érythréens domiciliés dans les camps en Éthiopie, pris en étau entre la guerre. C'est ainsi que nous avons engagé un dialogue avec le département d'État et un responsable du service de PRM (Population, Réfugiés et Migration).

Dernier acte : notre délégation a pris part à la réunion organisée par la diaspora dans le Kilil Afar, à l'invitation du président Awal Arba et du maître d'œuvre Gaas Ahmed. Ultime reconnaissance, notre organisation a été la seule citée nommément au pied de l'estrade par le président pour tous les soutiens apportés au peuple Afar d'Éthiopie depuis le déclenchement de la guerre.

Ultime réalisation, l'American Afar Diaspora a joué un rôle essentiel dans l'intégration officielle de la langue Afar dans Google Translate le 28 juin 2024, une reconnaissance précieuse pour nous.

Mohamed Amin et Houmed Garad ■

ERYTHRÉE

L'Érythrée face à une opposition renforcée l'EANC mobilise les forces Afars

Addis-Abeba, 10 août 2024 — Le Congrès national Afar érythréen (EANC) a tenu, en collaboration avec trois autres groupes d'opposition érythréens, une conférence majeure à Addis-Abeba, en Éthiopie, le 10 août 2024. Cet événement a marqué une étape significative dans les efforts croissants pour mobiliser les forces opposées au régime autoritaire du président Isaias Afwerki, au pouvoir en Érythrée depuis l'indépendance du pays en 1991



Congrès EANC - 10 Aout 2024



Congrès EANC - 10 Aout 2024

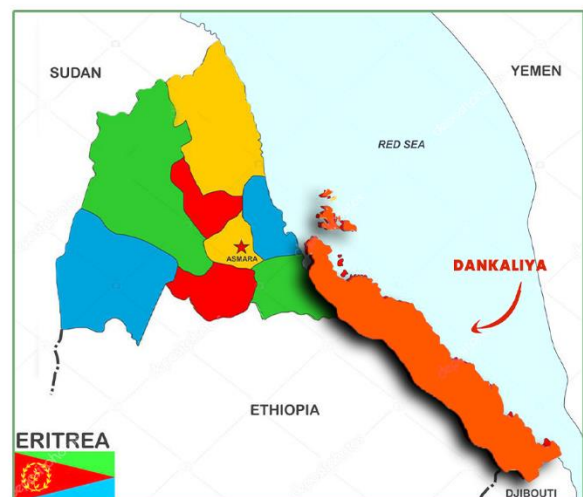
Les participants à la conférence, issus de divers courants de l'opposition, se sont unis pour coordonner leurs actions contre un gouvernement souvent qualifié de "Corée du Nord de l'Afrique" en raison de ses graves violations des droits humains. En effet, les rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont à maintes reprises dénoncées des abus systémiques en Érythrée, les qualifiant de crimes contre l'humanité. Sous la férule d'Afwerki, le pays a plongé dans une répression sans précédent, rendant toute opposition intérieure pratiquement impossible.

Le 13 août, l'EANC a renforcé sa campagne en organisant une seconde conférence à Samara, capitale de l'État régional Afar en Éthiopie. Ce rassemblement visait à fédérer les communautés Afar de la région, notamment celles de Djibouti et d'Éthiopie, autour de la cause de leurs compatriotes en Érythrée. L'objectif : l'autodétermination des Afars et l'affirmation de leurs droits culturels et politiques sur le Dankalia, leur terre ancestrale située dans le sud de la mer Rouge.

La conférence a également vu la participation des sultanats Afars, des groupes politiques et des représentants de la diaspora réfugiée, signe de l'ampleur de la mobilisation. Ensemble, ils ont lancé un appel pressant pour mettre fin au régime militaire en place et instaurer une autonomie gouvernée par un parlement en exil. Cet effort collectif a recueilli des centaines de signatures, symbolisant l'engagement renouvelé des Afars à obtenir la reconnaissance de leurs droits et à résister à l'oppression qui sévit depuis des décennies.

Ce mouvement, bien qu'encore en exil, pourrait marquer le début d'une nouvelle ère de résistance pour l'Érythrée dont le régime fait face à une opposition de plus en plus organisée et déterminée.

EANC ■



DIKHIL - GOBAAD

■ Grogne populaire chez les debnés

Une cinquantaine de jeunes a rejoint Obno pour renforcer les rebelles du Frud-armé.

As-Eyla, Jeudi 15 Août 2024 - De nombreux contingents de l'armée nationale dirigés par le général Zakaria Cheikh Ibrahim ont pris la direction de Goba-Ad, Dikhil. Un déplacement fait à la hâte et qui fait suite à une recrudescence de nombres de personnes qui auraient rejoint le rang des rebelles du Frud-armé. Des mouvements de contestations se sont en effet multipliés dans cette région souvent victimes de méfaits qui visent à déloger les populations nomades qui y prospèrent.

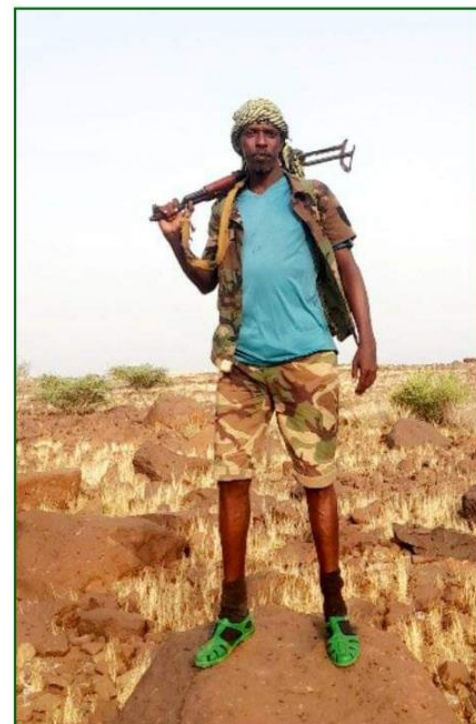
“ **J'ai gaspillé 15ans de ma vie au sein de la Police Nationale en pensant servir un Etat de Droit.**

Moussa Aboubaker frère du defunt

Le 23 Janvier 2023, Abdoukader Aboubaker Moussa, est arrêté et lynché à mort par un groupe de policier. Une forfaiture à caractère ethnique qui survient dans un contexte de guerre fratricide Afar/Somalis qui frappe le pays voisin. Le visage bouffi d'hématomes, les côtes cassées, les signes d'une strangulation étaient toujours perceptibles sur le corps sans vie du jeune Abdoukader.

Ses agresseurs, des policiers bien connus dans la région pour leur zèle ethnique, se sont acharnés sur lui de manière violente et cruelle. Un supplice qui a indigné la population djiboutienne et notamment son frère, Moussa Aboubaker, policier de formation, qui attendra près de deux ans pour tenter d'obtenir une justice pour son frère. Faute d'oreilles attentifs, ce désormais ex-sergent de la police commando, décidera de rejoindre le maquis. Un ras le bol largement suivi dans la région et qui inquiète au plus haut sommet de l'Etat. Des jeunes et moins jeunes lassés par ces injustices à repetition ont tous fait route vers Obno pour rejoindre la rebellion du Frud-armé.

Une forte délégation des officiels issus de la région a convergé vers Goba-Ad pour tenter de calmer ces contestations qui risquent de s'étendre dans toute la République. L'armée nationale présente en nombre a investi la localité menace et brutalise la population. Des mesures répressives, auxquelles sont souvent confrontées ces populations de la région de Gobaad, qui semblent légitimer ces mouvements vers le maquis.



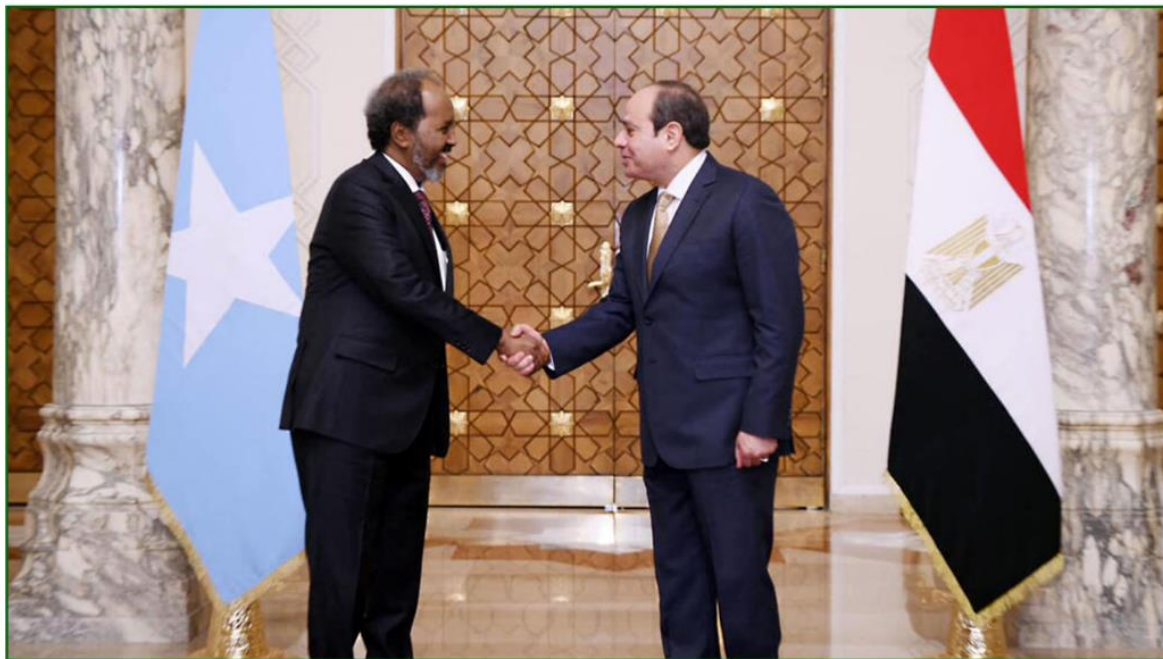
Moussa Aboubaker dans le maquis, Aout 2024

G.B ■



Population d'As-Eyla, Gobaad, Dikhil

■ La Somalie à la croisée des tensions régionales



Rencontre entre les présidents Hassan Sheikh et El Sissi au Caire le 14 Aout 2024

L'Égypte et la Somalie ont entamé une coopération militaire sans précédent, une décision susceptible d'aggraver les tensions entre les deux pays et l'Éthiopie, qui voit la présence égyptienne comme une menace directe sur sa souveraineté nationale.

En visite officielle pour quelques jours en Egypte, le président somalien Hassan Sheikh s'est longuement entretenu avec le président égyptien El Sissi, le 14 août 2024. Des discussions qui ont porté sur la signature d'un accord de coopération militaire et de renforcement sécuritaires en Somalie.

Le gouvernement éthiopien, qui voit d'un mauvais présage ce rapprochement idyllique, s'est aussitôt fondu d'un communiqué déclarant que « la région entre dans des eaux inconnues » et que « L'Éthiopie ne peut rester les bras croisés alors que d'autres acteurs prennent des mesures pour déstabiliser la région » et a indiqué suivre de près les évolutions susceptibles de menacer sa sécurité nationale. Addis Abeba a mis en garde contre des « dangers » potentiels et accusé la Somalie de collaborer avec des entités cherchant à déstabiliser la région.

“

L'Égypte ne permettra pas que l'unité et la stabilité de la Somalie soient menacées ni que son intégrité territoriale soient compromise. La Somalie est membre de la Ligue Arabe et a droit à l'accord de défense commune. Nous sommes prêts à coopérer avec la Somalie dans tous les domaines. El Sissi lors de la conférence de presse au Caire le 14 Aout 2024



Soldats somaliens dans les rues de Mogadiscio

La signature de l'accord entre Le Caire et Mogadiscio s'est matérialisée par l'atterrissage d'au moins deux avions-cargos de l'armée de l'air égyptienne transportant des armes et des équipements destinés à l'armée somalienne. Cet accord prévoit également la participation égyptienne à la Mission de soutien de l'Union africaine en Somalie (AUSSOM), qui doit succéder à l'AMISOM dès janvier 2025.

Le Caire consolide ainsi sa présence militaire en Somalie, pays qui entretient à son tour des relations tendues avec l'Éthiopie en raison des accords conclus avec le Somaliland considéré comme région sécessionniste par Mogadiscio

Ces accords surviennent alors que l'Éthiopie annonce doubler la production de son Grand barrage de la Renaissance (GERD) mis en œuvre sur le Nil et qui est source de tensions croissantes entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie. L'Égypte qui dépend du Nil pour 97% de ses besoins en eau, continue d'invoquer un droit historique sur le fleuve et d'affirmer que le GERD représente une menace « existentielle ».

Consolider dans ses visées déstabilisatrice, l'Égypte qui prévoit de déployer jusqu'à 10 000 militaires en Somalie dans le cadre de la mission AUSSOM, devra cohabiter avec une autre puissance militaire, la Turquie, fort présente en Somalie depuis quelques années est qui engagé à garantir la sécurité de la côte somalienne.

La Corne d'Afrique semble se diriger vers une période d'incertitudes bipolarisées d'une part par une alliance Égypte, Somalie, Djibouti et d'autres parts par une coalition Éthiopie, Somaliland et potentiellement l'Émirats Arabe Unis qui a largement investi dans le Port de Berbera en Somaliland.

Bien que le risque d'une guerre ouverte entre États soit relativement faible une guerre par procuration à travers des tiers reste possible dans cette Corne déjà très tourmentée

Hassan M. ■

HISTOIRE

Le royaume d'Adal (1320-1577)



Le sultanat d'Adal, c'est cette histoire méconnue de la Corne d'Afrique. Un chapitre oublié des manuels d'histoire qui raconte l'épopée d'un peuple, les Adals, luttant pour leur indépendance et leur foi.

Le sultanat d'Adal, un ancien État musulman situé dans la Corne de l'Afrique, a joué un rôle significatif dans l'histoire médiévale de la région. Fondé au début du XIII^e siècle, ce sultanat a prospéré pendant plusieurs siècles en tant que puissance politique et militaire, opposant une résistance farouche aux expansions chrétiennes éthiopiennes.

Origines et fondation

Le sultanat d'Adal a vu le jour dans une région stratégique, entre l'actuelle Somalie, Djibouti, et le sud de l'Éthiopie. Il est le successeur du sultanat de l'Ifat, un autre royaume musulman de la région, et se compose principalement des populations somaliennes et afar, ainsi que d'autres groupes ethniques. Le Royaume a, à ses débuts, eu pour capitale Zeilah (1415-1420), Dacca (1420-1520), Harar (1520-1577) et à ses toutes fins, Assaita dans l'Awsa en région Afar.

Expansion et apogée

Sous le règne de ses sultans, notamment Sa'adad-Din II, le sultanat d'Adal a connu une expansion significative, conquérant des territoires à l'intérieur des terres et consolidant son pouvoir. Le sultanat devient une entité politique influente, jouant un rôle majeur dans la diffusion de l'islam dans la région, en opposition à l'empire chrétien d'Éthiopie, dirigé par la dynastie salomonide. L'apogée du sultanat d'Adal se produit au XVI^e siècle sous le commandement du célèbre imam Ahmad ibn Ibrahim al-Ghazi, connu sous le nom d'Ahmad "Gagn" (le Gaucher). Ahmad Gagn a mené une campagne militaire contre l'empire éthiopien, lançant une série de guerres qui ont presque réussi à renverser l'État chrétien. Ses troupes, équipées de mousquets obtenus grâce à des alliances avec l'Empire ottoman, remportèrent plusieurs victoires décisives, notamment à la bataille de Shimbra Kure en 1529.

Origine et ascension de l'imam

Ahmed Gagn, plus connu sous le nom d'Ahmed "Gagn" (ou Gura, signifiant "le Gaucher" en Afar) est né vers la fin du XV^e siècle, probablement autour de 1506, dans la région de Zeila, un important port du sultanat d'Adal. Il était marié à Deléwanbara fille de Mahfuz, emir d'Adal.

Son origine ethnique fait débat parmi les historiens. Certains le considèrent comme un Afar, tandis que d'autres l'associent au groupe ethnique Somali, il est souvent associé à la communauté balaw, un groupe ethnique d'origine arabe autrefois installés aux environs de Souakin et qui est identifié chez les Afars. Les Balaw avaient une présence significative dans les régions côtières et intérieures d'Adal, et étaient réputés pour leur engagement dans le commerce et leur ferveur religieuse islamique.

[...l'imam en question ne fut pas somali, mais très vraisemblablement d'un clan balaw, population anciennement bedja, devenue tigréphone (Massawa) et afarophone (Djibouti)...] page 124, Reconstruire la Somalie de Didier Morin

Bien que les détails de sa jeunesse soient peu documentés, il est clair qu'Ahmed Gagn a émergé comme un chef militaire habile et un leader charismatique, profondément motivé par la défense et l'expansion de l'islam dans la région. Son surnom, "Gagn", indique qu'il était gaucher, une caractéristique qui a été remarquée et mémorisée par ses contemporains.

Déclin et disparition

Cependant, la fortune du sultanat d'Adal a commencé à changer avec l'intervention du Portugal, allié de l'empire éthiopien. Les forces portugaises, équipées d'armes modernes et dirigées par Christophe de Gama, ont apporté un soutien crucial à l'armée éthiopienne. La mort d'Ahmad Gagn lors de la bataille de Wayna Daga en 1543 marque un tournant décisif, précipitant le déclin du sultanat.



Illustration de la bataille de Wayna Daga

Après la défaite d'Ahmad Gagn, le sultanat d'Adal a progressivement perdu son influence. Les guerres constantes, les pertes territoriales et les dissensions internes ont contribué à sa fragmentation. Vers la fin du XVI^e siècle, le sultanat d'Adal s'effondre, laissant place à une mosaïque de petits États musulmans qui continueront à résister à l'expansion éthiopienne et européenne. En 1577, le petit-cousin d'Ahmed, Ibrahim Gasa, quitte Harar et fonde le sultanat d'Aussa avec pour capitale Assaita. La cité de Harar devient indépendante.

Héritage

Le sultanat d'Adal a laissé un héritage durable dans l'histoire de la Corne de l'Afrique. Il a été un bastion de la résistance islamique face à l'expansion chrétienne dans la région et a joué un rôle crucial dans la diffusion de l'islam. Les campagnes militaires d'Ahmad Gagn, en particulier, sont restées dans les mémoires comme l'une des périodes les plus tumultueuses et héroïques de l'histoire régionale.

Aujourd'hui, l'histoire du sultanat d'Adal est un symbole d'identité pour les populations somaliennes et afars, rappelant une époque où ces peuples ont défié l'un des plus grands empires de l'Afrique médiévale. Son histoire continue d'être étudiée et célébrée comme un chapitre clé de l'histoire islamique en Afrique de l'Est.

Houmed A. ■



Royaume de l'Adal vers 1415